

Communiqué du Comité de Résistance Citoyenne

concernant la grève générale du 29 janvier 2009

Le 21 janvier 2009

Les grandes centrales syndicales ont décidé de faire du jeudi 29 janvier 2009, une journée de mobilisation inter-catégorielle aux revendications larges. Dans le public comme dans le privé, des étudiants aux retraités, des chômeurs aux sans-papiers, il s'agira de la grève la plus importante depuis l'élection de N. Sarkozy, il s'agira d'une grève générale. Le Comité de Résistance Citoyenne estime que cette journée représente le déclencheur d'un combat d'une nouvelle intensité, contre la politique du gouvernement. Il appelle donc à la mobilisation tous les résistants afin de déclencher la reconduction de cette grève.

Vingt mois après l'arrivée de N. Sarkozy au pouvoir, la situation ne fait qu'empirer dans tous les domaines. Sur le plan économique, celui qui prétendait pouvoir aller chercher le pouvoir d'achat « avec les dents », n'a réussi qu'à augmenter celui des classes aisées, sans oublier son propre salaire. Chaque jour plus de français découvre la pauvreté ou l'extrême pauvreté, ne peuvent plus se loger ou se nourrir correctement. La précarité touche particulièrement les jeunes, dont une part croissante se retrouve au chômage ou en situation de déclassement à la fin des études. Pour la première fois dans les temps modernes, une génération risque de vivre plus mal que la génération précédente. Les inégalités sont criantes. La « crise économique » est un prétexte tout trouvé pour expliquer l'échec de la politique économique du gouvernement. La faillite d'un système auquel il souscrit totalement, ne peut pas être payée par ceux qui subissent déjà ses dérives, notamment par le démantèlement des services publics, ou l'atteinte aux acquis sociaux tels que les congés du dimanche, le droit de grève ou l'âge raisonnable du départ à la retraite. Cette politique ne sert les intérêts que de quelques uns. Aujourd'hui, le point de non-retour est atteint.

Les raisons de nous mobiliser sont innombrables. La concentration des pouvoirs dans les mains de quelques hommes est aussi inquiétante qu'effective. L'exécutif, le législatif le judiciaire ainsi que le contre-pouvoir des médias, tendent à être contrôlés par les mêmes. En l'espace de quelques jours, l'Etat-UMP a de nouveau frappé en voulant limiter les pouvoirs de l'opposition au parlement, en remplaçant le juge d'instruction indépendant par un juge de l'instruction aux ordres de la chancellerie, ou en faisant nommer le président de France Télévision directement par l'exécutif, se retrouvant aux ordres du chef de l'Etat. Par Ailleurs, le principe de laïcité est constamment remis en cause. Dès l'instant où le pouvoir est détenu par un président autoritaire, la démocratie est en péril. Cette situation exceptionnelle exige une réaction immédiate des citoyens, dépassant les clivages politiques traditionnels.

Nous assistons de plus à une dérive liberticide et répressive grave. Le contrôle de la population, présenté comme nécessaire pour lutter contre de prétendues menaces terroristes, s'étend et gagne les mentalités. Le fichier Edvige, retiré grâce à la pression populaire, avant de réapparaître sous une autre forme, n'est que l'arbre qui cache la forêt des Katrina et autres Base Elèves. Le fichage systématique est accompagné du prélèvement d'ADN et de gardes-à-voir toujours plus nombreuses, bien que souvent injustifiées. La « veille de l'opinion » réalisée par des entreprises privées pour le ministère de l'Education nationale est la face immergée de la chasse menée contre les résistants. Les répressions policières, administratives et judiciaires qui s'abattent sur chaque mouvement social, notamment de jeunesse, franchit un nouveau palier chaque mois. Malgré tout, ils n'arriveront pas à nous faire taire.

L'occasion de nous rassembler enfin, pour agir de manière solidaire, en dépassant nos différences respectives, est arrivé. Le mouvement lycéen commencé en décembre 2008 contre la privatisation rampante de l'éducation montre la voix. Sa puissance et sa spontanéité ont obligé le gouvernement à réaliser son tout premier recul sur une réforme phare. Pourtant, les lycéens poursuivent leur mouvement en appelant tous les citoyens à les rejoindre. La jeunesse méprisée et trahie, en France comme à l'étranger, montre une détermination salvatrice qui fait trembler nos gouvernants. Cette détermination doit gagner l'esprit de tous les manifestants.

Le CRC est plus que jamais convaincu de la nécessité d'une lutte intense et pacifique, pour faire tomber ce régime oppresseur. Présent dans tous les mouvements sociaux depuis mai 2007, il réaffirme l'urgence d'une convergence des luttes et d'une coordination entre celles-ci, allant au-delà des syndicats et partis politiques. Dans ce sens, il appelle à la reconduction immédiate de la grève générale dès le 30 janvier, jusqu'à la satisfaction totale de nos revendications. Le CRC appelle également à la tenue d'Assemblées Générales dans chaque quartier, entreprise et école, afin de décider de l'occupation des bâtiments administratifs, économiques et scolaires à partir du 29 janvier. Enfin, il appelle à la manifestation chaque jour après le 29 janvier, même lieu et même heure.

Si nous n'agissons pas aujourd'hui, nous le regretterons demain. A partir du 29 janvier, bloquons le pays et réunissons-nous pour préparer l'avenir.

